

Dossier Grande Bretagne Episode 2



**La dissimulation de la pauvreté endémique d'une
partie des territoires britanniques**

Dynamiques politiques de prise en compte de la pauvreté au Royaume-Uni

La pauvreté endémique du Royaume Uni est devenue un sujet de plus en plus difficile à contourner, tant au niveau de la politique interne britannique que sur le plan international. En effet, au lendemain du Brexit et malgré une position financière et économique forte, les populations pauvres y sont de plus en plus précaires. En comparaison avec les États d'un niveau de développement similaire, la situation anglaise est tout particulièrement sévère dans ce domaine. La pauvreté au sein de la population britannique est notable du fait de son ancrage au sein de l'histoire récente des classes laborieuses. En effet, bien que présentant un taux de chômage très faible, le Royaume Uni compte de très nombreux travailleurs pauvres. Toutefois, cette situation pose question, car si les doctrines libérales priment outre-manche, les politiques sociales et la prise en compte de la pauvreté dans l'administration de l'État sont anciennes.

Les travailleurs pauvres, pilier de la sociologie économique britannique

À cet égard, il importe de noter l'influence de la recherche sociale sur les politiques publiques. En effet, le Royaume Uni a été un terreau fertile pour les enquêtes sociologiques pionnières à la fin du 19e et au début du 20e siècle. Spécifiquement, les études sociologiques de Charles Booth et Benjamin Seebohm Rowntree ont joué un rôle crucial en révélant l'étendue de la pauvreté industrielle et en changeant la perception du public et de la classe politique sur ses causes. Ainsi, une mesure de la pauvreté est réalisée très tôt au niveau national et il est estimé à la fin du XIXème siècle que le taux de pauvreté dans les grandes villes anglaises est proche des 30% après des études menées à York et à Londres notamment.¹

Ces estimations sont accompagnées de la mise en place des premiers critères d'évaluation de la pauvreté et tentent d'en définir les causes. Le concept innovant de la « ligne de pauvreté » introduit par Rowntree a permis de quantifier la pauvreté de manière objective et a mis en évidence l'insuffisance des salaires comme cause majeure de l'indigence². En effet, il ressort des travaux menés à la fin du XIXème siècle que 52% de la pauvreté était liée à des salaires trop bas³.

Il est toutefois nécessaire de noter qu'une constante de l'approche britannique de la pauvreté est également introduite à travers les études pionnières. La différenciation entre les pauvres « méritants », travailleurs, et la pauvreté par « imprévoyance », découlant supposément des individus et de leur mauvaise gestion personnelle ou d'un manque de travail. Toutefois, les mesures introduites à travers les premières études sur la pauvreté sont précises et recours à des moyens encore utilisés aujourd'hui, notamment la conversion en valeur monétaire d'un « panier moyen » nécessaire à l'alimentation de base⁴. Cela à la différence que la logique mise à travers ces outils est minimaliste. Cela signifiant que l'objectif est de restreindre le champ de la pauvreté en tant que réalité économique et sociale au minimum. Ainsi les critères d'appréciation, bien que fondamentalement intéressants, demeurent, dans le cadre des études britanniques du XXème, très restrictifs. Les pauvres sont appréhendés dans la limite de la survie, de la dignité. Cette vision restrictive du champ social de la pauvreté contribue à le rendre moins visible et à entretenir une pauvreté quasiment héréditaire parmi les classes les plus défavorisées du Royaume Uni.

¹Booth, Charles. 1969. *Life and Labour of the People in London / 1st Series, Poverty / Charles Booth v. Maps of London Poverty : Districts and Streets*. New York: Kelley.

² B Seebohm Rowntree. 1901. *Poverty : A Study of Town Life*. p.299 – 300.

³ *ibid*, p.119-123.

⁴ *ibid*, p.98-99

Libéralisme ou interventionnisme, dichotomie de la lutte contre la pauvreté

Par-delà le constat de la pauvreté et l'identification de ses causes, le débat entre interventionnisme et libéralisme rythme la prise en charge politique de ce phénomène. Le Royaume Uni est en effet le théâtre d'un débat constant entre les partisans d'une intervention étatique plus forte pour lutter contre la pauvreté et ceux qui favorisent une approche libérale axée sur la croissance économique et l'amélioration des compétences des travailleurs. Alfred Marshall, figure de proue de l'économie néoclassique, a jeté les bases de la réponse libérale britannique à la pauvreté. Considérant d'une part que la pauvreté serait résorbée par l'augmentation de la productivité marginale des travailleurs et que d'autre part celle-ci pouvait être stimulée par l'éducation⁵. Cette approche rejette l'interventionnisme de l'État sur les salaires⁶ et voit dans la croissance économique une solution viable pour répondre à l'indigence des classes ouvrières⁷.

En revanche, des sociologues comme John Hobson et Leonard Hobhouse plaident pour des mesures de redistribution et une régulation du marché du travail afin de garantir une plus grande justice sociale⁸. En opposition avec le courant libéral, cette approche considère que la politique de bas salaires et le modèle économique industriel ne peuvent pas seuls solutionner le problème de la pauvreté.

Cela dessine la division entre les différents courants politiques et sociologiques liés à la pauvreté et à son étude. Toutefois il convient de noter qu'un courant s'impose historiquement, notamment après la seconde guerre mondiale. En effet, l'accent est mis sur le travail comme solution à la pauvreté. Les politiques de «welfare to work» (de l'aide sociale au travail) ont été une constante au Royaume-Uni, reflétant la conviction que le travail est la voie principale vers l'inclusion sociale et l'indépendance économique⁹. Cette position est ancrée dans la politique britannique depuis le début du XIXème siècle. Consacrée par la *Pauper Law* de 1834, cette vision permet de facto une décorrélation entre le fait politique et la pauvreté. La pauvreté est considérée comme étant un problème que le travail peut régler. Partant de là, la loi ne prend en compte que les plus pauvres, les indigents, laissant au marché la responsabilité matérielle et morale des travailleurs pauvres¹⁰.

Indigence et pauvreté, la limite de l'approche anglo-saxonne

L'aspect pernicieux de cette vision est qu'il est alors établi une barrière à l'entrée en ce qui concerne les aides publiques. Barrière qui est renforcée par l'aspect punitif des mesures de prise en charge de la pauvreté au Royaume Uni. Cette dimension punitive de l'abord de la pauvreté est évoquée encore aujourd'hui dans le récent rapport Alston¹¹, toutefois ses

⁵Himmelfarb, Gertrude. 1996. *The De-Moralization of Society : From Victorian Virtues to Modern Values*. New York: Vintage Books. p.109

⁶ Marshall, Alfred. (1906) 1971. *Principes d'Économie Politique*. Edited by Gordon & Breach. Vol. 2. Paris-Londres-New York.p.562

⁷ Barkaï, Haïm (1994), « Travail, emploi et salaires dans l'économie néoclassique : les conceptions marshalliennes au tournant du siècle », in Mansfield Malcolm, Salais Robert, Whiteside Noel, *Aux sources du chômage 1880-1914*. Edited by Belin. Paris. p.153-182.

⁸John Atkinson, Hobson. 1909. *The Crisis of Liberalism*. Edited by P. S. King & Son. London. p.175

⁹ Department of Social Security, corp creator. 1999. *Opportunity for all : tackling poverty and social exclusion*.

¹⁰ Procacci Giovanna. 1996, « La naissance d'une rationalité moderne de la pauvreté », in Paugam Serge (dir.), *L'exclusion : l'état des savoirs*. Edited by La Découverte. Paris. p.414

¹¹ Alston, Philip. 2015. *Report of the Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights*. UN. Human Right Council.

racines sont bien plus anciennes. En 1597, le *Act for the Relief of the Poor* désigne les paroisses pour prendre en charge les pauvres. Naissent alors les *Workhouse*, en tant d'institutions disciplinaires strictes dont l'objectif est de dissuader ceux qui peuvent travailler de faire appel à la charité légale. L'objectif n'est pas de lutter contre la pauvreté mais de prendre en charge à minima les indigents.

Cette logique est renforcée à travers les différentes modifications de ce texte. En 1601 la *Old Poor Law* unifie les systèmes anglais et gallois et en 1834 que le *Poor Law Amendment Act* est adopté et induit aux enfermements en *Workhouse*. Cela du fait que la bourgeoisie ne veut plus assumer les frais de la domiciliation individuelle des indigents.

Cette dynamique historique permet l'instauration d'une démarcation sociale entre les pauvres et les indigents, à travers le recours à la valorisation du statut du travailleur, même pauvre¹². Cela sur la base d'une division morale introduite par la loi de 1601 qui différencie ceux qui disposent d'une force de travail, les impotents (les enfants, les personnes âgées et les malades) et les oisifs (« idle poors »).

Cette division subsiste encore aujourd'hui et explique, du fait de son infusion au sein de la société britannique, le peu d'appui démocratique en faveur de la lutte contre la pauvreté. Cela fonde également le caractère punitif des politiques britanniques, qui ne visent pas à lutter contre la pauvreté mais à forcer ceux qui le peuvent à travailler¹³. Cette logique est mise en pratique à travers la volonté de maintenir le niveau de vie des bénéficiaires des prestations publiques en deçà de la qualité de vie d'un travailleur¹⁴. Ceci a non seulement grandement limité les aides sociales britanniques, mais aussi contraint les travailleurs à accepter des salaires moindres. Cela entretenant donc une strate de travailleurs pauvres, conduisant à l'émergence du phénomène des «working poor».

Inégalités persistantes et gouvernance.

La persistance des inégalités à travers le temps et par-delà les politiques publiques se double du défi de la pauvreté relative. Ainsi, malgré des progrès significatifs dans la réduction de la pauvreté absolue au Royaume-Uni, les études, réalisées depuis l'après-guerre, indiquent que la pauvreté relative et les inégalités persistent. Cela est en particulier vérifiable pour les ménages les plus pauvres et certaines catégories de la population, comme les familles monoparentales et les personnes handicapées. De fait, alors que le niveau de vie moyen du premier décile de la population a évolué positivement de 10 %, celui des deux déciles suivants a augmenté de presque 20%, pour une médiane de 17%¹⁵. Cela traduit le fait que les politiques de lutte contre la pauvreté mises en place au Royaume Uni se fondent sur le travail. Ainsi, les travailleurs les moins bien rémunérés bénéficient-ils de mesures favorables, telles que l'instauration du salaire minimum et l'aide au logement. En ce qui concerne les autres franges de la population, telles que les femmes isolées, les enfants ou les chômeurs de longue durée, ne sont pas inclus dans le système social britannique¹⁶.

¹² Jacques, Rodriguez. 2004. « Entre travail et indigence, la pauvreté déniée. Fonctions sociales et idéologiques de la « workhouse » dans l'Angleterre victorienne » in *Histoire & Sociétés*. Edited by Revue européenne d'histoire sociale. n°10. p. 89-101.

¹³ Derek, Fraser. 2009. *The Evolution of the British Welfare State*. Basingstoke : Palgrave Macmillan. p. 67.

¹⁴ Rosanvallon, Pierre. 1981. « La crise de l'État Providence », in *Point politique*. p. 145.

¹⁵ Michel, Dollé. 2005. L'expérience britannique de lutte contre la pauvreté. Leçons pour la France in *L'Économie politique*, no 26. p.58-65.

¹⁶ Ruth, Lister. 2000. « The Politics of Child Poverty in Britain from 1965 to 1990 » in *Revue Française de Civilisation Britannique. Pauvreté et Inégalités en Grande Bretagne 1942-1990*, Edited by Presses de la Sorbonne Nouvelle. p.67-79.

Ce phénomène est également entretenu par la conjoncture économique et financière depuis les chocs pétroliers des années 1970. En effet, le gouvernement Thatcher avait développé des politiques de soutien aux populations vulnérables, notamment les enfants¹⁷. Toutefois la politique et la doctrine du Trésor britannique visant à maintenir un équilibre des finances et des dépenses publiques faibles s'opposent à cette logique. Les marges de manœuvre des dirigeants politiques anglais sont donc historiquement faibles en ce qui concerne l'augmentation des dépenses publiques. De ce fait, la définition de la pauvreté réalisée au niveau de l'administration ne prend pas en compte les différents aspects de cette réalité sociale et économique¹⁸.

Dans ce contexte, l'expérience du gouvernement travailliste de Tony Blair (1997-2007) met cependant en lumière l'importance d'une stratégie globale et à long terme pour lutter contre la pauvreté¹⁹. Celle-ci devant intégrer des mesures ciblant les enfants, les travailleurs, les retraités et les communautés défavorisées. Toutefois, pour ce faire il convient d'agir sur les méthodes et les pratiques de l'administration britannique. L'accent mis sur la transparence, l'évaluation des politiques et la collaboration avec les institutions de recherche et la société civile est ainsi souligné comme élément clé de la réussite des politiques de lutte contre la pauvreté.

Ainsi, il apparaît que si des politiques de lutte contre la pauvreté ont été mises en place au cours des dernières décennies, leur effet est réduit par plusieurs facteurs. Ceux-ci sont anciens et pèsent lourdement sur la société britannique. Le premier est la division entre les pauvres méritants et leurs oisifs, avec une appréhension de la pauvreté par le travail. Cette vision déléste la société et le politique de la responsabilité de la pauvreté et n'encourage pas la résolution de ce problème. À cela s'ajoute un attachement à l'équilibre des finances publiques, notamment au travers de la réduction des dépenses de l'État. Cette dynamique, soutenue principalement par un courant doctrinal néo-libéral, est également encouragée par la désindustrialisation du pays et le ralentissement économique.

La pauvreté endémique depuis 1945

L'économie britannique sort largement affaiblie de la Seconde Guerre mondiale : plus d'un million d'habitations ont été détruites après la campagne de bombardement stratégique menée par l'aviation allemande (le *Blitz*)²⁰, la dette publique a été largement creusée par l'aide apportée par les États-Unis, et les pertes humaines obligent à une véritable restructuration de la société.

Une économie exsangue après la guerre (1945-1964)

La lente reconstruction des infrastructures résidentielles et industrielles n'endigue que tardivement l'insalubrité et la précarité des conditions de vie. Le rationnement alimentaire et les pénuries de ressources se maintiennent jusqu'en 1954. Pour pallier l'appauvrissement généralisé, le *Beveridge Report on Social Insurance and Allied Services* de 1942²¹ pose ainsi les bases du système social britannique d'après-guerre.

¹⁷ *ibid.* p.72.

¹⁸ Lawson, N. (1992), *The View from No 11*: London: Bantam Press. p. 729.

¹⁹ "Opportunity for all. Tackling poverty and social exclusion" (1999).

²⁰ Jean-Jacques Allevi, (24 janvier 2020) « Seconde Guerre mondiale : quand Londres était ravagé par les bombes volantes des nazis », *Geo*.

²¹ Sir William Beveridge (1942), *Social Insurance and Allied Services*.

Publié à 500 000 exemplaires, ce rapport gouvernemental est le plus vendu de l'histoire du pays et inspira de nombreux voisins, dont la France. Il est le premier jalon de l'État providence (*welfare state*) britannique, avec le financement par l'impôt des aides contre la maladie et le vieillissement, des allocations chômage et maternité, et des aides versées aux veuves. Il identifie « cinq grands maux » dont souffre la société : pauvreté, maladie, ignorance, insalubrité, chômage. Il aboutit, dans les cinq années qui suivent la guerre, à la création du *National Health Service*²², le système de la santé publique du Royaume ; au système universel d'allocations pour les familles, les chômeurs, les malades et les retraités ; ainsi qu'à l'*Education Act*, rendant l'éducation gratuite jusqu'à 15 ans. Il s'accompagne enfin d'une véritable politique de logements sociaux.

Une érosion du tissu industriel (1964-1979)

La Grande-Bretagne n'a pas connu de période de prospérité semblable à la France durant les Trente Glorieuses. Le déficit de la balance des paiements accentué par la désindustrialisation provoque une crise financière structurelle. La politique de dévaluation de la Livre sterling, menée par les gouvernements travaillistes (Attlee et Wilson), ne permet pas au pays de recouvrer sa compétitivité. Elle entretient par ailleurs l'inflation, laquelle atteint les 15 % à la fin des années 1970²³. Ce taux vaut au pays le qualificatif d'"homme malade de l'Europe"²⁴. Durant cette période, le prêt de quatre milliards de dollars souscrit auprès du FMI par le gouvernement Callaghan impose un plan de rigueur, conduisant à l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher.

Le déclin de l'industrie britannique - comme la sidérurgie, le textile et le charbonnage -, déjà impacté par la concurrence des pays émergents, est aggravé à partir de la crise pétrolière de 1973, conduisant à des mouvements sociaux majeurs. En 1975, le nombre de chômeurs dépasse le nombre symbolique de 1 million, un niveau exceptionnel à l'époque.

L'impossibilité pour les jeunes d'accéder à l'emploi entraîne l'émergence d'une véritable contre-culture, aggravant le sentiment d'abandon par les pouvoirs publics et l'esprit contestataire de la population.

Ce climat délétère atteint son paroxysme avec le *winter of discontent* de 1978²⁵, durant lequel une vague de grèves éclate, alors que le gouvernement travailliste tente de limiter les revendications salariales, avec un plafonnement de 5 % de l'augmentation des salaires, afin d'endiguer l'inflation. La paralysie du pays consécutive à ces mouvements sociaux contribue à l'arrivée des conservateurs au pouvoir. La victoire de Margaret Thatcher aux élections générales de 1979 entraîne la mise en place d'une législation contribuant à l'affaiblissement de l'appareil syndical britannique, et à l'aphasie des revendications sociales.

²² L'ancien ministre de l'Économie, Nigel Lawson qualifiait le NHS de "chose la plus proche d'une religion pour les Anglais". « The English patient », *The Economist*, 27 juillet 2000.

²³ Edward Nelson & Kalin Nikolov, « Inflation in the 1970s and 1980s: the role of output gap mismeasurement », Bank of England 2001.

²⁴ François-Charles Mougel, « *Le Royaume-Uni, "l'homme malade de l'Europe" ?* » Une histoire du Royaume-Uni (1964-1979), Perrin, p.247-402.

²⁵ Tara Martin, *The Beginning of Labor's End? Britain's "Winter of Discontent" and Working-Class Women's Activism*, *International Labor and Working-Class History* (No. 75), Rethinking the Left in Victory and Defeat, printemps 2009, p. 49-67.

Un accroissement des inégalités sous le Thatcherisme (1979-1997)

Entre 1979 et 1997, le Parti conservateur détricote le système mis en place par Beveridge après la guerre, en limitant l'accès aux prestations. Il s'inspire du système bismarckien de cotisations. L'assurance sociale est alors cogérée par les salariés et les employeurs, ce qui accroît les inégalités entre les chômeurs et les travailleurs. Plus largement, cette période est marquée par un effacement de l'État dans les politiques économiques et une rupture de l'esprit keynésien d'après-guerre²⁶.

Transformation du Parti conservateur

L'arrivée de Margaret Thatcher marque un tournant idéologique profond au sein du Parti conservateur, rompant avec les principes prônés par les *One Nation Conservatives*, qui avaient dominé la scène politique du parti des années 1950 jusqu'à cette période. Ces derniers considéraient la pauvreté comme une problématique nécessitant une réponse collective, adoptant une vision où l'État-providence jouait un rôle central dans la lutte contre les inégalités sociales. Selon ce courant d'idée, l'action étatique était perçue comme essentielle pour combattre les disparités économiques, lesquelles, si elles n'étaient pas contrôlées, risquaient de provoquer des troubles sociaux majeurs.

Cette arrivée marque l'avènement de la faction de la *New Right* à la tête du Parti conservateur. Cette branche du mouvement concevait la pauvreté comme un état absolu, se limitant à l'absence des ressources essentielles à la survie, telles que la nourriture ou le logement. Une telle conception a contribué à réduire la portée du problème de la pauvreté durant cette période, celle-ci étant désormais circonscrite à une minorité de la population. Les politiques d'aide publique se concentrent ainsi exclusivement sur les plus démunis, tandis que la redistribution des richesses est rejetée, perçue comme un obstacle à la liberté individuelle et une incitation à l'oisiveté.

Dans cette logique, la lutte contre la pauvreté n'incombe plus à l'État, mais au libre marché, censé permettre un ruissellement économique bénéfique pour l'ensemble des individus. Par ailleurs, les courants conservateurs les plus orthodoxes au sein des *Torys* considéraient la pauvreté comme un élément nécessaire au maintien de l'ordre social, à la préservation des hiérarchies et des traditions. Ils soutenaient que les inégalités inhérentes à la pauvreté étaient non seulement tolérées, mais également acceptées par la population comme un rouage essentiel au bon fonctionnement de la société.²⁷

Cette nouvelle vision de la pauvreté s'oppose radicalement à la philosophie antérieure du Parti conservateur, qui considérait les inégalités comme relatives à la répartition des revenus et des richesses au sein de la société, justifiant ainsi une intervention modérée de l'État.

Un autre pilier fondamental pour comprendre le Thatcherisme repose sur la conception de la « liberté négative », telle qu'elle était envisagée au XIX^e siècle. Cette philosophie définit la liberté comme l'absence de contraintes ou d'interférences extérieures. Selon les partisans de la *New Right*, la limitation de l'intervention étatique se justifiait par son rôle supposé dans l'enrichissement individuel des citoyens et des entreprises. Cette approche philosophique a eu des répercussions concrètes sur la manière dont la pauvreté fut abordée après 1978 en Grande-Bretagne. Le principe qui prévalait désormais était de responsabiliser les pauvres plutôt que de les assister, réduisant ainsi l'État-providence à son strict minimum.²⁸

²⁶ G.I, « How Mrs Thatcher smashed the Keynesian consensus », *The Economist*, 9 avril 2013.

²⁷ Maurice Cowling, *Conservative Essays*, 1978

²⁸ Kevin Hickson, *Conservatism and the poor: Conservative party attitudes to poverty and inequality since the 1970s*, University of Liverpool, 2009

« *There's no such thing as society* » : cette phrase emblématique de Margaret Thatcher illustre parfaitement la philosophie sous-jacente, précédemment évoquée, à sa vision du rôle de l'État dans les dynamiques conduisant à la pauvreté ou permettant d'en sortir. Tirée d'un discours plus long, cette citation reflète la volonté affirmée de la *Dame de fer* de dissocier l'État des responsabilités liées aux problèmes sociaux, en transférant cette charge sur l'individu et sa famille.

Démantèlement de l'État-providence aux dépens des plus précaires

L'une des grandes réformes sociales menées sous l'ère Thatcher fut celle de la Sécurité sociale, adoptée en 1986 et mise en œuvre en avril 1988. Communément appelée la « réforme Fowler », cette transformation en profondeur du système de protection sociale britannique était présentée comme une démarche visant à moderniser le dispositif, à mieux cibler les aides sur les plus démunis et, dans la droite ligne des principes de la *New Right*, à responsabiliser les individus tout en encourageant leur autosuffisance.²⁹

Cependant, ce qui apparaissait initialement comme une modernisation nécessaire a rapidement révélé une réalité plus sombre. Ces réformes, sous couvert de simplification, furent également un moyen de réduire les dépenses publiques, souvent au détriment des plus vulnérables. L'objectif principal – diminuer le poids budgétaire de la Sécurité sociale – fut atteint grâce à une série de mesures structurelles. Parmi celles-ci, on peut citer la suppression ou le remplacement par des aides sous conditions de ressources d'un certain nombre d'avantages sociaux, tels que les allocations de maternité ou de décès ; le resserrement des critères d'éligibilité, rendant l'accès aux aides plus complexe ; et l'introduction du « Fonds social », destiné à remplacer le système précédent de « paiements uniques », dont les implications seront détaillées plus avant.

Le « Fonds Social » constitue une rupture radicale dans la gestion des aides destinées aux plus démunis. Ce changement marque le passage d'un droit légal et garanti pour les personnes éligibles à une allocation discrétionnaire, attribuée au cas par cas par les agents administratifs du Fonds. Plusieurs points notables émergent de cette réforme.

Premièrement, l'introduction d'un format d'aide sous forme de prêts remboursables, prélevés directement sur les allocations futures des bénéficiaires, a eu pour conséquence immédiate une réduction des revenus hebdomadaires de personnes déjà en grande précarité. Deuxièmement, le Fonds Social a été doté d'un budget annuel fixe, réparti entre les différents bureaux locaux. Une fois ce budget épuisé, toute demande était automatiquement refusée, quels que soient les besoins exprimés. Enfin, la suppression du droit d'appel devant un tribunal indépendant en cas de litige a renforcé le sentiment d'injustice : les bénéficiaires ne pouvaient solliciter qu'une révision interne, menée par le même bureau ayant initialement rejeté leur requête.

Ce système a entraîné des répercussions profondes, aggravant la situation des plus précaires et exerçant un impact disproportionné sur les populations les plus vulnérables : retraités, familles avec enfants, jeunes et personnes handicapées. Ce constat faisait déjà consensus à l'époque, non seulement parmi les organisations de défense des bénéficiaires, mais également au sein des instances consultatives du gouvernement. Malgré ces critiques unanimes, le gouvernement Thatcher est resté inflexible, arguant de la nécessité de cette évolution pour garantir la pérennité du système.

²⁹ Kay Andrews, John Jacobs, *Punishing the poor : Britain's New Poor Laws*, Macmillan, 1990

L'État mis au service du marché

Margaret Thatcher s'est distinguée par la mise en œuvre de vastes politiques de privatisation d'entreprises publiques, dont les conséquences sociales demeurent, encore aujourd'hui, incontestables. Contrairement à une idée répandue, la privatisation ne constituait pas un objectif clairement défini dès le début de son mandat. En 1979, le manifeste électoral de sa première campagne se concentrait principalement sur le contrôle de l'offre monétaire, la réduction des dépenses publiques et les baisses d'impôts. Le terme même de « privatisation » n'y apparaissait pas. Ce n'est qu'au cours de son second mandat que cette politique a pris une envergure significative.

La privatisation des entreprises publiques a profondément transformé l'économie et l'État britanniques, marquant le passage d'un modèle d'économie mixte à une organisation dominée par les lois du marché. Ce changement a eu un impact social indéniable. Si, à l'origine, cette réforme était justifiée par la promesse d'une amélioration des services publics grâce à l'introduction de la concurrence, le bilan, quarante ans plus tard, s'avère nuancé. Les résultats économiques et sociaux sont, pour le moins, mitigés, et l'objectif initial d'une meilleure efficacité des services n'a été que partiellement atteint.³⁰

Un exemple emblématique de cette vague de privatisations est celui de British Telecom (BT), entreprise publique en charge des télécommunications en Angleterre. Les résultats de sa privatisation s'avèrent mitigés : BT reste un acteur dominant sur le marché, limitant les effets attendus de la concurrence ; l'efficacité et la productivité n'ont pas connu de progrès significatifs ; et les consommateurs ont dû faire face à une augmentation des tarifs.

BT n'est cependant pas la seule organisation dont la privatisation a suscité des inquiétudes. De nombreux secteurs ont été concernés, et les impacts sociaux de ces réformes demeurent largement négatifs. D'une part, le pouvoir syndical dans le secteur public a été considérablement affaibli, et l'externalisation a entraîné des pertes massives d'emplois. Les conditions de travail dans les entreprises privatisées se sont dégradées, accompagnées de baisses salariales et de réductions des avantages sociaux.

D'autre part, les consommateurs ont également été touchés. Comme pour BT, certains services ont vu leurs coûts grimper tandis que leur qualité diminuait. La privatisation, en 1989, des grandes entreprises du secteur de l'eau illustre bien ces dérives : sur le long terme, les factures d'eau ont augmenté de 31 % en termes réels, tandis que les dividendes versés aux actionnaires ont considérablement augmenté, sans que cela se traduise par une hausse significative des investissements dans les infrastructures.³¹

L'ère thatchérienne continue de polariser tant elle a transformé l'économie britannique, au détriment des classes pauvres. On constate avec du recul un creusement des inégalités durant cette période, avec des conséquences toujours perceptibles dans certaines régions. La restructuration de l'économie a fait grimper le nombre de chômeurs de près de 2 millions à 3,2 millions entre 1980 et 1986³², le taux de chômage, lui, a drastiquement augmenté. Au début de son mandat, il est à 5,4%. Il passe à 11,8% en 1983 et finit autour des 7,5% au début de la mandature de Tony Blair.³³ Ce taux, historique depuis la Grande Dépression, est à

³⁰ David Marsh, *Privatization under Mrs. Thatcher: A review of the literature*, Wiley, 1991

³¹ Cécile Ducourtieux, *Après trente ans de privatisation, les rivières anglaises polluées par un réseau vétuste*, Le Monde, 2022

³² Henri Gibier & Marie-Laure Cittanova, *Margaret Thatcher, l'indomptable*, Les échos, 2013

³³ Adrien Sénécat, *François Fillon repeint en rose les années Thatcher*, Le Monde, 2016

contrebalancer par la baisse des prix³⁴. Par ailleurs, le pourcentage de personnes vivant avec moins de la moitié des revenus moyens passe de moins de 10 % à 25 % durant ce mandat³⁵. L'ère Thatcher, marquée par des politiques structurelles favorisant le marché, s'est avérée particulièrement difficile pour les plus précaires. La fin du mandat de son successeur idéologique, John Major, en 1997, a également signé la fin du thatchérisme, ouvrant la voie à une réévaluation des politiques sociales au Royaume-Uni à l'aube du XXI^e siècle.

Le pas de côté avec le débat sur l'exclusion sociale

Le premier mandat de Tony Blair marque une rupture nette avec les politiques thatchériennes en matière de lutte contre la pauvreté. Dès son arrivée au pouvoir, Blair s'engage publiquement à éradiquer la pauvreté infantile en Grande-Bretagne d'ici vingt ans, qualifiant cet objectif ambitieux de véritable « mission ». Cette déclaration illustre sa volonté de redonner une place centrale à l'égalité des chances et à la justice sociale après près de deux décennies de domination idéologique thatchérienne.

La rupture du blairisme avec le thatchérisme

Contrairement à une vision absolue et minimaliste de la pauvreté, Blair insiste sur l'importance de s'attaquer aux causes structurelles de l'exclusion sociale. Tout en s'inspirant de l'héritage de William Beveridge, il ambitionne d'adapter ces principes fondateurs aux réalités contemporaines, évitant à la fois l'immobilisme de la « vieille gauche » et le dogmatisme de la *New Right* conservatrice.³⁶

Cette approche, qualifiée de « troisième voie », cherche à réconcilier efficacité économique et justice sociale, en proposant une politique pragmatique et modernisée de lutte contre les inégalités. Blair incarne ainsi une tentative de transformation progressive, visant à réinventer le rôle de l'État tout en restant attentif aux évolutions du marché et de la société britannique. Cette approche, connue sous le nom de « Troisième voie », visait à concilier les idéaux historiques de la gauche, tels que l'attachement aux services publics et à la justice sociale, avec les principes du marché libre et l'individualisme hérités du libéralisme thatchérien. Blair entendait ainsi moderniser le Parti travailliste afin de le rendre plus attrayant pour un électorat élargi, incluant des classes moyennes et des acteurs économiques jusque-là réticents à soutenir la gauche traditionnelle.

Pour concrétiser cette vision, Blair prônait une économie de marché ouverte et dynamique, tout en redéfinissant le rôle du gouvernement comme facilitateur : il s'agissait de créer un environnement propice aux entreprises et à l'investissement, tout en veillant à ce que les fruits de la croissance bénéficient au plus grand nombre. Parallèlement, il maintenait un fort engagement envers les services publics, traduisant cette priorité par une augmentation significative des dépenses dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation.³⁷

Un exemple concret de cette politique est illustré par les investissements réalisés dans les *City Academies* et le *National Health Service* (NHS). Les *City Academies* étaient des écoles financées par l'État tout en bénéficiant d'une gestion autonome, reflétant l'idée d'introduire plus de flexibilité et d'innovation dans le système éducatif. Le NHS, quant à lui, incarnait le

³⁴ Denman and McDonald, « UK unemployment 1881-2019 and inflation 1949-2019 », Labour Market Trends, 2019.

³⁵ Eldin Fahmy et David Gordon, *La pauvreté et l'exclusion sociale en Grande-Bretagne*, Économie et Statistique (n° 383-384-385), 2005, p.125.

³⁶ Robert Walker, *Ending child poverty: Popular welfare for the 21st century?* Bristol University Press, 1999

³⁷ Vernon Bogdanor, *The Historic Legacy of Tony Blair*, Current History, 2007

système de santé publique britannique, pour lequel Blair augmenta significativement les investissements afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité des services médicaux. Ces initiatives visaient à répondre à des objectifs de modernisation tout en conservant un fort engagement social.

Blair cherchait également à transformer le « contrat social », en le refondant autour du principe suivant : « du travail pour ceux qui peuvent travailler, de la sécurité pour ceux qui ne le peuvent pas ». Si le taux de chômage a connu une certaine stabilité, voire une diminution durant son mandat, l'héritage de la *Troisième voie* demeure controversé. Certains critiques, au sein même du camp travailliste, lui reprochent d'avoir adopté des politiques trop proches de la droite, abandonnant ainsi les valeurs fondamentales du Parti travailliste, telles que la défense des classes populaires et la lutte contre les inégalités systémiques.

Retour au conservatisme avec David Cameron

Le retour des conservateurs au pouvoir sous David Cameron, en 2007, marque un renouveau des valeurs du conservatisme *One Nation*. Bien qu'il partage avec ses prédécesseurs une méfiance à l'égard de l'intervention de l'État et une adhésion au principe de responsabilité individuelle, cette dernière est néanmoins nuancée par une approche plus sociale. Ce qui distingue Cameron des *thatchériens* les plus orthodoxes est son retour explicite aux principes d'un conservatisme plus inclusif. Il reconnaît la notion de pauvreté relative et insiste sur la nécessité de mesurer et d'agir sur ce type de précarité, s'écartant ainsi de la vision minimaliste de la pauvreté prônée par Thatcher. Là où sa position diverge fondamentalement, c'est dans l'importance qu'il accorde à l'action collective et à la justice sociale dans la lutte contre les inégalités. Cependant, cette reconnaissance reste à relativiser : bien que la notion de justice sociale soit historiquement associée à des idéaux de gauche, Cameron en propose une interprétation typiquement conservatrice.

Dans cette optique, la justice sociale et l'action collective reposent moins sur l'intervention directe de l'État que sur la responsabilité et la mobilisation des sociétés civiles, des associations et des communautés locales. Ce transfert de responsabilité, en déléguant à la société civile la prise en charge des questions de pauvreté, est profondément enraciné dans la culture britannique. Comme nous le verrons, cette approche demeure une composante essentielle du « système social » du Royaume-Uni contemporain.³⁸

Basculement dans l'austérité post-subprimes

À la suite de la crise économique de 2008, David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni de 2010 à 2016, a adopté une politique d'austérité rigoureuse visant à réduire le déficit budgétaire. Cette stratégie s'est traduite par une diminution drastique des dépenses publiques, affectant profondément les services publics britanniques.

Dans son ouvrage *The Contracting State : Austerity and the Public Services*³⁹, Simon Griffiths décrit cette période comme marquée par une double contraction de l'État, qu'il qualifie de « contracting state ». Cette contraction s'exprime d'une part par une réduction budgétaire drastique (« contracting » en termes de taille), se manifestant par des coupes sévères dans les services publics, et d'autre part par une externalisation accrue des services publics à des entreprises privées (« contracting out »). Cette approche repose sur une idéologie néolibérale, cherchant à réduire le rôle de l'État au profit d'un plus grand recours au marché pour la fourniture de ces services.

³⁸ Kevin Hickson, *Conservatism and the poor: Conservative party attitudes to poverty and inequality since the 1970s*, University of Liverpool, 2009

³⁹ Simon Griffiths, *The contracting state : austerity and the public services*, University of London, 2020

Les coupes budgétaires ont touché trois secteurs clés

- **L'éducation** : Le gouvernement Cameron a mis en œuvre les recommandations du *Browne Review*, qui préconisait une hausse significative des frais de scolarité ainsi qu'une autonomie accrue des universités. Ces réformes ont transformé les étudiants en « consommateurs » d'éducation, obligeant les universités à se livrer à une concurrence pour attirer les inscriptions.
- **La santé** : Le NHS, système de santé publique britannique, n'a pas échappé aux réformes. Celles-ci ont été critiquées pour leur complexité et pour le risque qu'elles posaient de favoriser une privatisation progressive du système. Certains observateurs redoutaient que ces changements profitent avant tout aux patients les plus riches et les mieux informés, au détriment des populations plus vulnérables.
- **Le système de protection sociale** : Ce secteur a été particulièrement affecté par l'austérité. Le gouvernement a réduit les allocations destinées aux familles les plus démunies, introduit des tests d'aptitude au travail plus stricts, la réduction de l'aide juridique et de nombreuses coupes budgétaires dans les collectivités territoriales.

La réduction des dépenses publiques, combinée à l'externalisation des services publics caractéristiques du « contracting state », a considérablement affaibli le filet de sécurité sociale britannique, aggravant ainsi la pauvreté dans le pays. En 2015, le gouvernement britannique a décidé de limiter les investissements dans le système hospitalier public. Cette politique a conduit le NHS à prendre une décision controversée : ne plus rembourser certains anticancéreux. Cette mesure repose sur un calcul économique strict établi par l'État, selon lequel une année de vie supplémentaire ne doit pas dépasser un coût de 30 000 livres.⁴⁰

Ces coupes budgétaires ont particulièrement touché des services essentiels tels que les bibliothèques, les centres communautaires et les services sociaux. Ces structures, pourtant cruciales dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ont vu leurs ressources diminuer, limitant leur capacité à soutenir les populations les plus vulnérables.

Impact des différentes politiques d'austérité sur la société britannique

L'austérité, présentée comme une réponse nécessaire à la réduction du déficit budgétaire, a entraîné une baisse drastique des dépenses publiques, en particulier dans le domaine social. Cependant, Philippe Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, a critiqué cette politique, affirmant que le gouvernement aurait pu choisir de protéger les plus vulnérables des effets de l'austérité. Au lieu de cela, il a préféré accorder des allègements fiscaux aux plus aisés.

Dans son rapport intitulé *Statement on Visit to the United Kingdom*⁴¹, Alston soutient que le tableau alarmant qu'il dresse de la pauvreté au Royaume-Uni résulte d'un choix politique délibéré. Ce choix, selon lui, a été mis en œuvre au détriment des plus pauvres, aggravant leur situation dans un contexte où des alternatives plus inclusives auraient pu être envisagées. Philippe Alston décrit une réalité sociale britannique profondément marquée par la pauvreté. Son rapport met en lumière des phénomènes inquiétants : la prolifération des banques alimentaires, avec des files d'attente de plus en plus longues, l'augmentation du nombre de

⁴⁰ Béatrice Gurrey, L'hôpital public anglais s'en remet au soutien des « charities », *Le Monde*, 2022

⁴¹ Philip Alston, *Statement on Visit to the United Kingdom*, United Nations rapport, 2018

sans-abri dormant dans la rue, ainsi qu'un sentiment de désespoir croissant, qui a même conduit le gouvernement à nommer un ministre chargé de la prévention du suicide.

Les chiffres sont tout aussi alarmants. Selon le rapport, 14 millions de personnes, soit un cinquième de la population britannique, vivent dans la pauvreté. Parmi elles, quatre millions survivent avec un revenu inférieur de plus de 50 % au seuil de pauvreté, tandis que 1,5 million se trouvent dans un état de dénuement absolu. Une enquête menée par Éric Albert pour *Le Monde*⁴² souligne l'impact cumulatif de plusieurs crises successives : la récession de 2008, les politiques d'austérité mises en œuvre par le gouvernement Cameron, le Brexit, la pandémie de Covid-19, et enfin une inflation atteignant 11,1 % en 2022. Ces événements ont contribué à fragiliser durablement la population britannique, exacerbant les inégalités sociales et économiques. Contrairement aux années 1980, où le chômage avait explosé, la situation actuelle au Royaume-Uni se caractérise par une érosion du niveau de vie. Depuis 2007, les salaires ont diminué de 3,5 % en termes réels. Plus inquiétant encore, le rapport *Stagnation Nation*⁴³ révèle que les 10 % des Britanniques les plus pauvres ont vu leur pouvoir d'achat reculer de 22 % par rapport aux 10 % des Français les plus pauvres.

La pauvreté infantile, elle aussi, connaît une progression alarmante, avec des projections suggérant qu'elle pourrait toucher jusqu'à 40 % des enfants. Les témoignages recueillis dans le rapport illustrent la dure réalité quotidienne des personnes vivant dans la pauvreté : devoir choisir entre se nourrir ou chauffer son logement, l'angoisse constante de ne pas pouvoir payer son loyer, ou encore des enfants arrivant à l'école le ventre vide.

Les effets des politiques d'austérité et des transformations des services publics

Ils se font ressentir de manière disproportionnée chez les populations les plus vulnérables :

- **Les femmes** : La réforme des aides sociales, qui plafonne les allocations pour les parents isolés, pénalise fortement les femmes, qui représentent 90 % de cette catégorie.
- **Les enfants** : Les changements dans le système de protection sociale, notamment la limitation des allocations à deux enfants par famille, ont un impact direct et profond sur leur bien-être.
- **Les personnes handicapées** : Elles sont plus exposées à la pauvreté, au chômage ou à des emplois précaires. Les mesures d'austérité ont entraîné pour elles des pertes de revenus considérables.
- **Les retraités** : Les femmes nées dans les années 1950 ont été particulièrement affectées par le report brutal de l'âge de la retraite, les privant de ressources attendues.
- **Les demandeurs d'asile et les migrants** : L'accès limité aux aides sociales les expose davantage à la pauvreté et à l'exploitation.
- **Les habitants des zones rurales** : Ces populations souffrent d'un isolement accru en raison de la réduction des transports publics et des services essentiels, aggravant la pauvreté dans ces régions.

Cette précarité généralisée reflète les conséquences durables des politiques d'austérité et des choix politiques sur les segments les plus fragiles de la société britannique. Même pour

⁴² Eric Albert, En Angleterre, le désarroi de la « middle class » : « On a l'impression d'être en récession depuis le début du siècle, la reprise n'arrive jamais », *Le Monde*, 2022

⁴³ Resolution Foundation & Centre for Economic Performance, LSE, *Stagnation nation: Navigating a route to a fairer and more prosperous Britain*, ResolutionFoundation, July 2022

les individus en emploi, des systèmes comme les *contrats zéro heure* renforcent leur précarité. Ce type de contrat, de plus en plus courant au Royaume-Uni, ne garantit aucun nombre minimum d'heures de travail à l'employé. Si cette flexibilité profite avant tout aux employeurs, elle place les travailleurs dans une situation d'instabilité chronique. Ces contrats sont souvent associés à des rémunérations au minimum légal, sans accès aux avantages sociaux tels que les congés payés ou la couverture maladie. De surcroît, l'absence d'un revenu stable et prévisible complique considérablement l'accès à un logement ou à un crédit pour les travailleurs concernés, les enfermant davantage dans un cercle vicieux de précarité.

L'improductivité dangereuse de l'Universal Credit

L'*Universal Credit*, présenté comme une mesure d'austérité budgétaire incontournable, avait pour objectifs initiaux de simplifier le système d'allocations, d'encourager l'emploi en supprimant les obstacles au retour au travail, et de réduire les dépenses publiques. Cependant, la mise en œuvre de ce dispositif a été entachée par des choix politiques contestés et des dysfonctionnements techniques majeurs. Ces problèmes ont eu des conséquences importantes, plongeant de nombreux bénéficiaires dans des situations de grande difficulté et exacerbant la précarité qu'il était censé atténuer.

L'un des principaux problèmes liés à l'*Universal Credit* réside dans les délais de paiement. Les bénéficiaires doivent attendre au minimum cinq semaines, voire jusqu'à douze semaines dans certains cas, avant de recevoir leurs premières prestations. Cette attente prolongée plonge de nombreux ménages dans une précarité encore plus grande, les obligeant souvent à recourir à des avances remboursables qui ne font qu'aggraver leur endettement. Un autre point critique concerne l'exclusion numérique inhérente au système. Basé sur le principe du *digital by default*, l'*Universal Credit* impose aux bénéficiaires de soumettre leurs demandes et de gérer leur dossier en ligne. Cette exigence engendre une exclusion importante pour les personnes n'ayant ni les compétences numériques nécessaires ni un accès fiable à Internet. Bien qu'une assistance téléphonique et un support numérique minimal soient disponibles dans les *Jobcentres*, ces aides sont insuffisantes. En réalité, le soutien numérique est largement externalisé aux bibliothèques publiques et aux organisations caritatives, elles-mêmes touchées par des coupes budgétaires et une demande croissante. Enfin, l'automatisation du système d'*Universal Credit*, censée simplifier et accélérer les démarches administratives, s'avère être une source fréquente d'erreurs et d'injustices. Le système de *Real Time Information* (RTI), qui utilise les données fiscales pour calculer automatiquement les allocations, est particulièrement problématique. Les erreurs générées par ce système pénalisent les bénéficiaires, qui doivent souvent attendre des semaines pour voir leurs prestations correctement ajustées, aggravant leur précarité.

Les décisions politiques récentes ont des répercussions concrètes et profondes sur la population. Le secteur de la santé et celui de la protection sociale, déjà sous forte pression depuis la crise du COVID-19, sont confrontés à une demande croissante, mettant en évidence les limites d'un système fragilisé. De nombreuses familles sombre dans la pauvreté, tandis que les *food banks* se multiplient, cherchant à pallier l'absence d'un soutien étatique suffisant. Les *free school meals*, distribués en fonction de critères stricts d'éligibilité, constituent une aide indispensable pour les enfants issus des foyers les plus défavorisés.⁴⁴ Dans les banlieues londoniennes les plus précaires, où les loyers pour un deux-pièces

⁴⁴ Cécile Ducourtieux, Face à l'extrême pauvreté en Angleterre, le développement des banques alimentaires, Le Monde, 2022

dépassent rarement les 2300 € par mois, la situation est particulièrement critique. Fait révélateur, on recense aujourd'hui davantage de banques alimentaires en Angleterre que de restaurants McDonald's, symbole frappant d'une crise sociale grandissante.

Dissimulation et Invisibilisation de la pauvreté au Royaume-Uni

L'État et les politiques ignorent et sous-évaluent la pauvreté. S'il est prouvé que les politiques gouvernementales sont en grande partie responsables de l'endémicité d'une partie de la population britannique quant à la pauvreté, il existe aussi une volonté du pouvoir de cacher celle-ci. Cette dissimulation de la réalité a un objectif politique et commercial hérité d'une idéologie conservatrice, visant à montrer le Royaume-Uni comme un pays puissant, riche et éloigné de tout problème social.

Une mesure du chômage britannique minimisée

Cette vérité masquée est premièrement instrumentalisée par les chiffres, la chercheuse Monica Threlfall dans son article *"Le chômage au Royaume-Uni et dans l'Union européenne : une analyse en fonction du genre et du temps de travail"*⁴⁵ remet en compte le modèle britannique et l'efficacité de son système par une sous-évaluation de son chômage. Notamment, la capacité du Royaume-Uni d'avoir pu réduire son chômage à la fin des années 90 serait dû à son marché de l'emploi flexible, mais M. Threlfall pointe du doigt l'outil de mesure du chômage.

Le Bureau international du travail (BIT) ne prend en compte que les chômeurs "cherchant activement du travail", or, de nombreuses personnes sans emploi se retrouvent dans les statistiques de maladie. Les chercheurs Eldin Fahmy et David Gordon dans *"La pauvreté et l'exclusion sociale en Grande-Bretagne"* indique que : *"le taux d'absence pour maladie le plus élevé au sein de la population en âge de travailler est détenu par la Grande-Bretagne avec une proportion de 7 %, contre 2,1 % seulement en Allemagne et 0,3 % en France"*⁴⁶. Pour les chiffres du BIT, les tendances relatives au chômage se trouvent dans la répartition des dépenses en matière de protection sociale, ce qui permet de sous-évaluer le chômage britannique. De plus, si l'on prend en compte le sexe, l'âge et le temps de travail sur une période d'au moins 10 ans, comme le préconise Threlfall, alors la disparité au Royaume-Uni se fait bien plus grande puisque le taux de chômage masculin chez les Britanniques est l'un des plus élevés d'Europe, que ceux-ci désirent des postes à temps plein, contrairement aux jeunes et aux femmes qui acceptent des postes à temps partiels et viennent donc remplir les statistiques des travailleurs.

Une autre critique peut concerner l'enquête du *Households Below Average Income* (HBAI), qui mesure la pauvreté sur un seuil de revenu fixé à 50% du revenu moyen⁴⁷. Or ce seuil présente différentes limites :

- Il ne prend pas en compte les besoins réels des ménages britanniques ni le coût de la vie qui augmente.
- Il ne calcule que le revenu monétaire sans tenir compte d'autres aspects comme des conditions de vie.

⁴⁵ Jean-Michel Bonvin et François-Xavier Merrien, *Les nouvelles politiques sociales : une comparaison internationale*, Recherches sociologiques, 2000

⁴⁶ Eldin Fahmy et David Gordon, *La pauvreté et l'exclusion sociale en Grande-Bretagne*, Economie et Statistique, 2005

⁴⁷ Matt Padley et Juliet Stone, *Households below the Minimum Income Standard: 2008-2021*, Joseph Rowntree Foundation, 2021.

- Il reste sensible aux variations des revenus les plus riches pouvant faire augmenter le seuil de pauvreté en réhaussant le revenu moyen, travestissant la réalité de la pauvreté.
- Il utilise l'échelle d'équivalence de Mc Clements ajustant le revenu en fonction de la taille et de la composition du ménage, ainsi, sous-évaluant le poids des jeunes enfants, ce qui sous-estime la pauvreté des familles nombreuses⁴⁸. Face à ces observations, Eldin Fahmy et David Gordon préconise l'utilisation de l'enquête *Poverty and Social Exclusion* (PSE), prenant en compte une échelle d'équivalence basée sur des budgets-types, combinant l'analyse des revenus avec les privations de biens et services essentiels que vont s'imposer certaines populations.

Une réalité ignorée malgré la mise en lumière des problèmes

Pour répondre à ce manquement, une commission se déclarant neutre et indépendante, la Social Metrics Commission (SMC), fondée en 2016, s'est donnée pour objectif de montrer la réalité, puisque selon eux : *"le Royaume-Uni ne disposait plus d'une mesure officielle de la pauvreté pour les enfants, les adultes ou les retraités"*⁴⁹.

Dans le cas particulier de la région, la SMC met en valeur l'endémicité de la pauvreté en souhaitant faire des mesures sur la persistance, une famille serait considérée comme étant en situation de pauvreté persistante si elle a été en situation de pauvreté pendant deux des trois années précédentes. Une mesure déjà utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économique. La campagne de la SMC a connu un certain succès puisqu'en 2023, grâce à leurs travaux, le gouvernement s'est engagé à développer de nouvelles mesures de la pauvreté avec des publications d'analyses et de statistiques, dans le but de produire des améliorations quant aux réponses face aux besoins des plus démunis.

Mais finalement, plus qu'une dissimulation, c'est un véritable manque d'intérêt des instances gouvernementales que subissent les populations pauvres du territoire. L'idéologie, héritière des fondements idéologiques libéraux anciens, puis thatchériens, vient ignorer les causes et les effets. Les politiques, qu'on peut considérer comme "punitives", étaient motivées par une idéologie conservatrice visant à réduire le rôle de l'État providence. On peut prendre pour exemple le concept de *"Big City"* promu par David Cameron, visant à responsabiliser la société civile.⁵⁰

La responsabilité de la société pour le pouvoir

Par une forme d'hypocrisie, l'Etat vient donc dénoncer les plus démunis en les rendant responsables de leurs propres situations, et maintient que la solution sera trouvée dans leurs rangs, via la participation active des citoyens à la vie de la communauté. Une critique partagée par le Child Poverty Action Group, dont la directrice générale, Kate Green, déclara en 2009 : *"David Cameron a raison de dire que toute la société a la responsabilité de mettre fin à la pauvreté des enfants et que les organisations caritatives ont un rôle à jouer pour soulager la*

⁴⁸ Eldin Fahmy et David Gordon, *La pauvreté et l'exclusion sociale en Grande-Bretagne*, Economie et Statistique, 2005.

⁴⁹ Social Metrics Commission, *Measuring Poverty 2024*, SCM, 2024.

⁵⁰ Raphaële Espiet-Kilty, *Augmentation de la pauvreté en Angleterre depuis 2010 : crise ou idéologie ?* Revue Française de Civilisation Britannique, 2016.

*douleur de la pauvreté, mais seuls les gouvernements peuvent redistribuer aux plus pauvres.*⁵¹

Ces politiques trouvent leur source dans la théorie du “conservatisme compassionnel” imaginé par Jesse Norman et son Think Tank, Policy Exchange. La société britannique serait brisée par des maux comme la drogue et la dépendance aux aides de l’Etat, soit des problèmes liés à l’individu, qui doivent être réglés par celui-ci en priorité, sans intervention du gouvernement, qui ne ferait que les entretenir dans cet état. Les décisions prises l’ont donc été malgré une réalité économique et sociale précaire. Le fait de faire passer au premier plan les problématiques budgétaires, au détriment des raisons des déficits, est un moyen de dissimuler la situation du pays. Cette vision de la société, combinée à une pudeur anglaise quant au travail, explique en partie la réussite du gouvernement à invisibiliser la pauvreté endémique d’une grande partie de sa population, étrangère des grands mouvements sociaux que l’on peut trouver en France.

L’invisibilisation comme processus naturel exacerbé par le contexte néolibéral

Le contraste entre dissimulation et invisibilisation peut être défini par la différence d’intentionnalité. Si la dissimulation est volontaire et découle directement d’actions, l’invisibilisation est un processus qui a des causes plus diffuses et systémiques. Elle tire ses racines dans des mécanismes psychologiques et sociologiques qui raisonnent particulièrement avec l’environnement du Royaume-Uni. Cette section et la suivante visent à explorer comment ces mécanismes d’invisibilisation interagissent pour rendre la pauvreté moins visible dans la société britannique et l’impact des politiques néolibérales sur ces derniers.

*« Pour se rendre invisible, n'importe quel homme n'a pas de moyen plus sûr que de devenir pauvre ».*⁵²

Simone Weil illustre que la pauvreté, certes, ne rend pas indifférent, mais que la réaction la plus commune est le détournement du regard. Ce détournement du regard n’est pas simplement une réaction individuelle, mais aussi un processus social. Il peut résulter d’un choix conscient d’ignorer la souffrance d’autrui, ou être la conséquence de structures sociales et médiatiques qui privilégient certains types de discours et de représentations au détriment d’autres.⁵³ Richard Sennett, dans ses travaux sur la coopération, souligne que le détournement du regard face à la pauvreté est symptomatique d’une société qui a perdu ses connexions. Comme d’autres auteurs, il argue que la tendance néolibérale est de considérer les individus comme des agents autonomes et fait ainsi reposer la responsabilité de la pauvreté sur les individus. Cela contribue au renforcement du phénomène de détournement de regard face au spectacle insoutenable de la pauvreté.

La honte, la stigmatisation et l’auto-invisibilisation

Le phénomène opposé est tout aussi impactant dans l’invisibilisation des personnes en situation de pauvreté. Keetie Roelen souligne que la pauvreté s’accompagne universellement

⁵¹ Patrick Wintour and Allegra Stratton, “I’ll need volunteers to make big society work, says David Cameron”, The Guardian, 2009.

⁵² Simone Weil, *Œuvres complètes, tome VI, volume 1 : Cahiers (1933 - Septembre 1941)*, Gallimard, 1997.

⁵³ Observatoire National de la Pauvreté et de l’Exclusion Sociale, *L’invisibilité sociale : une responsabilité collective*, La Documentation française, 2016. <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/164000366.pdf>

d'un sentiment de honte et d'humiliation.⁵⁴ La honte est l'un des facteurs majeurs qui pousse les individus en situation de précarité à cacher leurs difficultés, créant ainsi une « invisibilité choisie ». Cette stratégie permet de résister à la stigmatisation et une forme de protection à la violence symbolique associée à une visibilité excessive ou à un contrôle social intrusif.⁵⁵ Il existe ainsi une tension entre l'invisibilisation subie et celle choisie. Les techniques d'invisibilisation volontaires sont variées et peuvent relever de mécanismes psychosociaux comme la surestimation de sa situation financière, des techniques légères comme à la manière de s'habiller jusqu'à celles extrêmement lourdes de conséquences comme l'ostracisation physique du reste de la société. Zygmunt Bauman a aussi approfondi cette idée sous l'angle de l'analyse du modèle économique. Il explique comment la société de consommation moderne crée une pression sur les individus pour qu'ils se conforment à certains standards de consommation. Il conclut similairement que cette pression, et l'impossibilité pour ceux en situation de précarité à se conformer aux standards de consommation, les incite à s'auto-invisibiliser pour éviter la stigmatisation liée à leur incapacité à répondre à ces standards.⁵⁶

Ségrégation spatiale des populations précaires

Au Royaume-Uni, l'invisibilisation de la pauvreté se manifeste également physiquement et géographiquement. Avec les stratégies d'auto-invisibilisation précédemment mentionnées, mais aussi pour des raisons économiques, la pauvreté a tendance à s'agréger dans certains endroits des villes. Cela est renforcé depuis les années 50 avec la gentrification des centres-villes qui a d'abord été remarquée par Ruth Glass à Londres. Ce phénomène a tendance à déplacer les ménages à faible revenu, progressivement contraints de quitter leur quartier, soit par expulsion directe, soit à cause de la hausse des prix. La gentrification creuse les inégalités sociales et économiques existantes et accentue la ségrégation des classes sociales.⁵⁷ Au Royaume-Uni, la géographie de la pauvreté révèle aussi de très fortes disparités entre les régions étudiées. Les anciennes régions industrielles, particulièrement sinistrées par les délocalisations, sont devenues des foyers de pauvreté endémique, en raison d'un manque systémique d'emploi et d'un défaut de création de richesse locale. La Joseph Rowntree Foundation fournit des données précieuses sur la concentration géographique de la pauvreté au Royaume-Uni, montrant comment certaines régions comme le Midlands de l'Ouest concentrent la pauvreté (taux de pauvreté de 27%).⁵⁸ Elles deviennent des zones invisibles de pauvreté, hors du regard du reste de la société. L'invisibilisation de la pauvreté se manifeste ainsi très concrètement par une concentration géographique dans des territoires isolés, hors des régions visibles et actives de la société mondialisée. Ce phénomène renforce l'exclusion sociale et économique des populations concernées.

⁵⁴ Keetie Roelen, « Poverty Is Also a Psychosocial Problem », Project Syndicate, 14 février 2018. <https://www.project-syndicate.org/commentary/poverty-reduction-strategies-humiliation-by-keetie-roelen-2017-11>

⁵⁵ Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, *L'invisibilité sociale : une responsabilité collective*, La Documentation française, 2016. <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/164000366.pdf>

⁵⁶ Emma Palese, « Zygmunt Bauman. Individual and society in the liquid modernity », SpringerPlus, 29 avril 2013. https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC3786078/pdf/40064_2012_Article_526.pdf

⁵⁷ Conseil de l'Europe, *Maîtriser la gentrification : Note d'orientation*, Juin 2020. <https://rm.coe.int/maitriser-la-gentrification-note-d-orientation/16809f9a80>

⁵⁸ Joseph Rowntree Foundation, UK Poverty 2024, 23 janvier 2024.

Rapport de force défavorable et manque de relais

La situation sociale et économique des précaires est en partie inextricable en raison de leur faible capacité à influencer sur le système décisionnel. De facto, leur situation socio-économique les place dans un rapport de force défavorable. Même en démocratie, ils ne détiennent qu'un pouvoir très limité, sans avoir de contrôle direct sur le système médiatique, productif ou redistributif. En somme, leur sort est fixé par les décisions d'autres classes sociales qui défendent elles aussi leurs intérêts et qui ont de plus grands moyens pour les faire valoir. Le manque de relais et de puissance, y compris politique, des personnes en situation de précarité contribue à leur invisibilisation. Les médias ont tendance à privilégier le sensationnalisme et les événements spectaculaires, négligeant ainsi les difficultés quotidiennes et la réalité de la vie des personnes en situation de pauvreté. Cette focalisation sur le spectaculaire conduit à une représentation déformée de la pauvreté, renforçant les stéréotypes, occultant la diversité des situations, et en démocratie, contribuant à des réponses mal adaptées au réel. De plus, les médias ont souvent recours à des catégories généralisantes, qui contribuent à simplifier la réalité et à essentialiser des groupes sociaux. Bauman souligne que les formes traditionnelles d'organisation sociale se sont affaiblies, laissant les individus plus isolés et moins capables de s'organiser collectivement. Cela réduit encore la capacité des personnes en situation de pauvreté à se faire entendre et à influencer les politiques d'entreprise ou celles publiques.⁵⁹

Les spécificités de l'invisibilisation liée au système capitaliste et néolibéral au Royaume-Uni

La logique capitaliste tend invariablement à invisibiliser la pauvreté. Au cœur du système productif sont les objectifs de croissance et de profit qui deviennent de véritables valeurs pour les éléments productifs de la société.

Invisibilisation de la pauvreté comme conséquence de la logique capitaliste

Ainsi les pauvres, ceux qui sont perçus comme ne permettant pas de croissance ou de profit, ceux considérés comme improductifs ou non-rentables perdent toute valeur sociale. Les personnes en situation de précarité sont alors perçues comme un fardeau plutôt qu'une partie intégrante de la société. La marginalisation est la réponse logique. En favorisant la compétition entre les individus et la culture de l'individualisme, le système de production actuel, couplé aux éléments déjà mentionnés comme la mésinformation sur la pauvreté, l'invisibilisation volontaire et subie. L'implémentation de politiques redistributives est rendue plus difficile. De telles politiques qui ont permis de limiter la pauvreté et (en permettant de les réintégrer dans le tissu social, diminuant la honte) de limiter leur invisibilisation sont vues comme une entrave à la liberté économique et comme injustes puisque faussant la compétition.

Amplification de l'invisibilisation par les politiques néolibérales

Les politiques néolibérales mises en place au Royaume-Uni, en particulier sous Margaret Thatcher, ont considérablement amplifié l'invisibilisation de la pauvreté. Les fondements idéologiques des politiques néolibérales, tels que développés par Friedrich Hayek et Milton Friedman, ont fortement influencé l'approche thatchérienne. Ces penseurs ont promu l'idée que le marché libre était le meilleur mécanisme pour allouer les ressources et que

⁵⁹ Emma Palese, « Zygmunt Bauman. Individual and society in the liquid modernity », SpringerPlus, 29 avril 2013. https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC3786078/pdf/40064_2012_Article_526.pdf

l'intervention de l'État devait être minimale. L'idéologie thatchérienne, centrée sur l'individualisme et la responsabilité personnelle, et en promouvant des théories néolibérales comme celles du ruissellement a conduit à une ostracisation des plus pauvres. La politique de Thatcher est empreinte de valeurs « victoriennes » de frugalité d'autonomie et de charité au détriment de la solidarité collective. Ces positions individualistes sont couplées à une stigmatisation des bénéficiaires du système de redistribution, reprennent les éléments de dévalorisation déjà mentionnés et en ajoutant que les aides sociales sapent la motivation au travail des ouvriers.⁶⁰

La réduction drastique de l'État providence a entraîné une diminution des filets de sécurité sociale, appauvrissant davantage ceux en situation de précarité. David Harvey et Naomi Klein ont souligné comment ces politiques exacerbent les inégalités et rendant la pauvreté plus aiguë et moins visible. Cette tendance s'est poursuivie avec les politiques d'austérité mises en place depuis la crise de 2008.⁶¹ Enfin, Danny Dorling et Andrew Sayer ont mis en lumière comment les réformes du système social britannique ont contribué à affaiblir les syndicats et autres formes d'organisation collective, réduisant ainsi la capacité des travailleurs à lutter contre la précarisation et l'invisibilisation de la pauvreté et réduisant les relais de puissance des populations précaires au Royaume-Uni. Plus directement le gouvernement Thatcher a réformé le système statistique britannique pour modifier la perception de la pauvreté. Il a ainsi abandonné le concept de pauvreté relative au profit de celui de pauvreté absolue, réduisant le spectre d'analyse de la pauvreté et invisibilisant des statistiques une partie importante de ceux en situation de pauvreté. Il a également réduit le nombre d'études et de statistiques produites sur la pauvreté, la richesse et la distribution des revenus.

L'invisibilisation comme processus d'exclusion sociale et économique

L'invisibilisation de la pauvreté au Royaume-Uni résulte d'une interaction complexe entre des mécanismes psychosociaux et des politiques néolibérales. Elle ne se limite pas à une absence de visibilité, mais révèle un processus d'exclusion sociale et économique, renforcé par les logiques capitalistes dominantes. Les politiques néolibérales avec les désindustrialisations causant un chômage massif, la destruction du système social et l'ostracisation généralisée de la pauvreté ont un bilan très lourd : non seulement le pays est en moins bonne santé,⁶² mais le nombre de décès prématurés ont augmenté de même que ceux liés à l'alcool, la drogue, la violence et le suicide. Les inégalités en matière de santé et d'espérance de vie se sont creusées entre les régions les plus riches et les plus pauvres du pays.⁶³

La difficulté d'assumer au grand jour un certain état de pauvreté

La dissimulation des points faibles est une pratique « impériale » déjà ancienne. Il est de coutume de citer ce propos les « village Potemkine ». Lors d'un voyage de Catherine II en Crimée à la fin du XVIIIe siècle, le prince Potemkine aurait fait ériger des façades en carton-

⁶⁰ Felix Römer, « Poverty, Inequality Statistics and Knowledge Politics Under Thatcher », *The English Historical Review*, vol. 137, n° 585, avril 2022, p. 513-551.

⁶¹ Coralie Chevallier, *La psychologie de la pauvreté : biais de négativité et préférence temporelles – PovertyCognition*, Agence Nationale de la Recherche (ANR), 2021.
<https://anr.fr/Projet-ANR-21-CE28-0009>

⁶² Alex Scott-Samuel, Clare Bamba, Chik Collins, David J. Hunter, Gerry McCartney et Kat Smith, « The Impact of Thatcherism on Health and Well-Being in Britain », *International Journal of Health Services*, vol. 44, n° 1, 2014, p. 53-71.

⁶³ University of Liverpool, « Thatcher's policies condemned for causing "unjust premature death" », 12 février 2014.

pâte afin de masquer la pauvreté des villages traversés par le cortège impérial. Ce qui peut apparaître aujourd'hui comme une anecdote, souligne en fait l'importance du visuel dans l'expression de la puissance.

Dans le même ordre d'idées, on peut se poser une question similaire à propos du Royaume Uni. La révélation de l'état endémique de la pauvreté sur les anciens territoires industriels britanniques nuit à l'image que la Grande Bretagne veut se donner aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Et force est de constater que ce pays a jusqu'à présent plutôt bien réussi cette forme de dissimulation « politico-culturelle ». Le réalisateur britannique de cinéma et de télévision, Ken Loach, est censé incarner le cinéma militant qui a dénoncé la misère au Royaume-Uni. Mais il est troublant de constater que les lieux où il tourne ne reflètent pas le niveau réel de l'effondrement de l'habitat et du cadre de vie collectif dans les parties les plus touchées par la désindustrialisation.

L'examen des différentes politiques sociales britanniques met en évidence un système impliquant des mécanismes de dissimulation et d'invisibilisation de la pauvreté au sein de la population du Royaume-Uni. Cette dynamique semble héritée d'une longue influence des politiques néolibérales et de l'approche victorienne de la pauvreté et du travail.

L'État, au Royaume-Uni, semble mener une politique occultant volontairement la réalité, dans l'objectif de minimiser l'ampleur de la pauvreté par une manipulation des chiffres. Cela est couplé à des discours politiques rejetant la responsabilité de la pauvreté sur les individus et la société civile en abandonnant le sujet au marché.

La réduction drastique de l'État providence, la promotion de l'individualisme et la stigmatisation des bénéficiaires d'aides sociales ont fragilisé les populations les plus vulnérables. Ces politiques, qui s'appuient sur une vision minimaliste de la pauvreté et sur la croyance en un marché autorégulateur, ont eu pour conséquence de creuser les inégalités et de rendre la pauvreté plus aiguë. Cette vision de la société a été renforcée par la nécessité de contrôler les dépenses publiques au nom de l'équilibre budgétaire, répercussion des crises économiques et financières se succédant depuis les années 1970.

La dissimulation de la pauvreté apparaît donc comme symptomatique d'une société au sein de laquelle la puissance publique s'est dessaisie d'une problématique sociale fondamentale. En effet, l'idée de confier la résorption de la pauvreté au marché, et ce, faisant d'en minimiser l'ampleur pour préserver les équilibres budgétaires de l'État semble atteindre la société britannique dans son intégrité. La volonté de ne pas allouer de moyens aux politiques sociales demeure une position viable politiquement et électoralement au Royaume-Uni. Cela encourage la transformation d'une société, de moins en moins égalitaire, et dont le but n'est plus l'élévation commune.

